



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté,
de la Légalité et de l'Environnement**

Marseille, le

28 OCT. 2025

**Bureau des installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux**

Arrêté n° 2025-259-MED

**portant mise en demeure à l'encontre de SCP BR ASSOCIES en sa qualité de mandataire
judiciaire de la société ELECTROLYSE PHOCEENNE située sur la commune de Vitrolles**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
préfet des Bouches-du-Rhône
préfet de police des Bouches-du-Rhône**

Vu le code de l'environnement, en particulier les articles L. 511-1, L. 514-5, L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 171-8, L.541-3, R.512-75-1, R.512-39 et suivants ;

Vu le décret du 3 janvier 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du 12 mars 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté du 17 février 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°97-134/79-1996 A du 15 juillet 1997 autorisant la société ELECTROLYSE PHOCEENNE à exploiter un atelier de traitement de surfaces à Vitrolles ;

Vu l'arrêté préfectoral n°467-2009 PC du 12 mars 2010 imposant des prescriptions complémentaires à la société ELECTROLYSE PHOCEENNE à Vitrolles ;

Vu l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire, à l'égard de la société ELECTROLYSE PHOCEENNE, par le tribunal de commerce de Salon de Provence en date du 4 septembre 2025, désignant la SCP BR ET ASSOCIES en qualité de liquidateur judiciaire ;

Vu la visite d'inspection effectuée le 6 octobre 2025 par l'inspection de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Provence Alpes Côte d'Azur (DREAL) et son rapport établi le 9 octobre 2025 à l'issue de cette visite ;

Considérant la procédure de liquidation judiciaire ouverte par le tribunal de commerce de Salon de Provence en date du 4 septembre 2025, entraînant l'arrêt total des activités de la société ELECTROLYSE PHOCEENNE sises à Vitrolles ZI des Estoublans ;

Considérant que la SCP BR ASSOCIES a été désignée en qualité de liquidateur judiciaire de la société ELECTROLYSE PHOCEENNE ;

Considérant que par courrier du 26 septembre 2025, la SCP BR ASSOCIES a informé le préfet des Bouches-du-Rhône de l'arrêt total des activités de la société ELECTROLYSE PHOCEENNE ;

Considérant que lors de la visite d'inspection susvisée en date du 6 octobre 2025, la cessation d'activité n'a pas été notifiée au préfet conformément aux dispositions de l'article R512-39-1 du code de l'environnement, et que les modalités de mise en sécurité du site n'ont pas été précisées ;

Considérant que lors de cette visite, l'inspection des installations classées a constaté qu'aucune mesure n'avait été mise en œuvre pour la mise en sécurité du site, compte tenu notamment de la présence :

- d'installations relatives aux traitements de surfaces, à la peinture ou à la station de traitement des effluents du site ;
- de liquides observés dans les cuves de traitement de surfaces pour un volume estimé de 9500L, comprenant notamment des bains chromés, acides ou basiques ;
- de bains chromés usagés stockés dans 3 fûts de 200L ;
- des déchets de boues chimiques issues des bains composées de sels et éléments métalliques stockées dans des Big Bags et des bidons de 20L éventrés pour un volume global estimé à 5 m³ ;
- de produits chimiques divers notamment 16 bidons de 20 L de bisulfite, des poudres de pigments de peinture, des sacs de chaux, de permanganate de potassium, de poudre de zinc, ... ;
- d'équipements liés à l'exploitation (compresseur, chariot élévateur, bonbonnes de résine, palettes de matériel divers, ...) ;

Considérant que le chrome hexavalent est une substance très toxique, cancérigène, mutagène et reprotoxique ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions des articles R.512-75-1, R.512-39-1 et L.541-3 du code de l'environnement ;

Considérant que les obligations prévues par le code de l'environnement au titre de la mise en sécurité du site dans son article R.512-39-1 ne sont pas remplies ;

Considérant que les déchets abandonnés peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et peuvent être à l'origine d'une pollution accidentelle des sols, des eaux souterraines et de l'air ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, en mettant en demeure la SCP BR ASSOCIES de respecter les prescriptions qui lui sont applicables, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant la transmission du rapport du 9 octobre 2025 de l'inspection DREAL susvisé et du projet d'arrêté à la SCP BR ASSOCIES le 10 octobre 2025 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Considérant les observations formulées par la SCP BR ASSOCIES en date du 23 octobre 2025 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches du Rhône ;

ARRÊTE

ARTICLE 1- Mise en demeure

La SCP BR ET ASSOCIES, dont le siège social est situé 7 rue Joseph d'Arbaud, 13097 Aix-en-Provence, en sa qualité de liquidateur judiciaire désigné de la SAS ELECTROLYSE PHOCEENNE sise 8 avenue de Bruxelles, Zone Industrielle, 13127 VITROLLES, est mise en demeure :

- **dans un délai de 7 jours à compter de la notification du présent arrêté** de respecter les prescriptions de l'article R512-39-1 du code de l'environnement en notifiant au préfet la cessation d'activité de la SAS ELECTROLYSE PHOCEENNE accompagnée des précisions et justificatifs de mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site, et comprenant à minima les mesures relatives à :

- 1° l'évacuation des produits dangereux, et la gestion des déchets présents sur le site ;
- 2° les interdictions ou limitations d'accès au site ;
- 3° la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- 4° la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

- **dans un délai de 21 jours à compter de la notification du présent arrêté** de respecter les prescriptions des articles R.512-75-1, R.512-39-1 et L.541-3 du code de l'environnement en procédant à l'enlèvement et l'élimination des déchets d'exploitation encore présents sur le site dans les filières adaptées à leur nature.

ARTICLE 2 – Sanctions

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de la SCP BR ET ASSOCIES, en sa qualité de liquidateur judiciaire de la SAS ELECTROLYSE PHOCEENNE, les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de **deux mois** à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

ARTICLE 4 - Publicité

Le présent arrêté est notifié à la SCP BR ET ASSOCIES.

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté est également transmise pour information au maire de Vitrolles.

ARTICLE 5 - Exécution

- le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;
 - le sous-préfet d'Istres,
 - le maire de Vitrolles,
 - le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (PACA),
 - le directeur du service départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône,
 - le directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA